L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 28 JANVIER 1873. 40me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI 28 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif—Toutes meubles et effets qui se trouvent dans la maison située No 198, rue de Chartres.

Par Eugene Tourné, au "Importers Bonded Warehouse", coin Peters et Conti—Quincaillerie. Aussi, Faïence.

Par Vincent & Co., aux Nos 67 et 81 de la rue de la Bourse—Marchandises sèches, lingerie de messieurs.

Par Hofman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 35 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

ATTENTION!

Aujourd'hui, à 10 1/2 heures A. M., sur les lieux, N° 198, rue de Chartres entre celles Ste-Anne et Madison, 2me District, le shérif procédera à l'adjudication de meubles et effets.

Voir aux annonces.

Prix de l'abonnement à l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents.

AVIS.

L'*Abeille* ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner *à la semaine* avec les orteaux de l'*Abeille*.

SPECTACLES.

Mardi soir, 28 Janvier 1873.

OLYMPA—Rabagas.
ACADÉMIE—Lurline, or the Knight of the Naiads
VARIÉTÉS—Macbeth.
ST. CHARLES—Paul Clifford.
MUSÉE D'ANATOMIE—10 rue St-Charles.

L'abolitionisme n'allait pas si loin.

On dirait que notre Etat est bien fatalement condamné à périr, car nous le voyons s'enfoncer plus avant dans la ruine insulte au moment où nous pensions qu'il allait en sortir. Que fallait-il pour nous assurer le salut et la renaissance ? Il fallait tout simplement, comme nous l'avons déjà dit, laisser les choses suivre leur cours naturel ; il fallait livrer l'Etat à lui-même et y respecter les droits et les libertés qu'on respecte dans tous les Etats du Nord. Ce qui se passe et ce qu'on se fait ici est en dehors des principes même, du parti abolitioniste. Le parti abolitioniste n'a jamais enseigné que la liberté des nègres dût être pour eux comme un privilège qui les élevât au-dessus des citoyens d'une autre race et qu'il fallût leur donner le pouvoir et le gouvernement des Etats du Sud en même temps qu'on leur donnait l'indépendance de la vie et du travail. Brown lui-même, le promoteur et l'exécuteur du mouvement prématuré de Harpers Ferry, n'avait jamais eu de telles prétentions pour la race esclave. Il voulait uniquement qu'elle fût libre.

Quant aux autres droits, il n'en était pas question, et l'on chercherait vainement dans les écrits et les discours de l'époque, des doctrines semblables à celles que le parti républicain a professées après la guerre, doctrines qu'il a fait triompher par l'abus de la force armée et dont, par le même moyen, il veut perpétuer aujourd'hui la domination. La race noire a certainement toute la liberté que les abolitionistes demandaient pour elle, et selon nous, plus de liberté qu'elle n'en peut supporter, car cette liberté l'appauvrit, la fait déchoir et la tue. Elle ne sait pas même se garder des dehors les plus ordinaires de la vie. Nous avons, sur ce point, le témoignage d'un homme même de cette race, membre de la Pseudo-Législature, M. Young, qui nous paraît savoir ce qu'il dit, et qui constatait, en pleine connaissance de cause, la Loterie et l'Etat comme l'élément le plus actif de la démoralisation nègre. Si la race ne peut se garantir de la tentation des jeux de hasard et si toutes ses vues, ses aspirations, ses projets, ses travaux, sont tournés vers ce but, que faut il penser d'elle? Cette race-là peut-elle avoir un droit moral au gouvernement des autres hommes ? Peut-elle en avoir la science, la prudence, la modération et l'habileté ?

Non, cela est certain, non. La preuve du contraire est acquise. Qu'est-ce que la race nègre a fait à St Domingue, où elle se gouverne elle-même sans mélange de blancs ? Que fait elle à la Jamaïque ou elle est gouvernée par les blancs mais où elle est libre ? Enfin que fait-elle en Afrique, son pays d'origine, où elle se règle, se conduit et se gouverne à sa façon, sans blancs et même sans contact de blancs, dans la propre spontanéité de sa nature ? Elle existe, mais elle ne progresse pas; elle existe, mais elle ne se civilise pas; elle existe, mais elle ne rend aucun service à l'humanité ni à elle-même, et c'est, néanmoins, après tant d'expériences malheureuses, la même race à laquelle le parti républicain a donné le gouvernement du Sud et à laquelle il veut que nous demandions des Représentants, des Sénateurs, des Gouverneurs et des Juges.

C'en est trop, beaucoup trop. C'est plus que nous ne pouvons supporter. L'essai d'une seule Législature aurait du suffire pour nous éclairer, car l'essai d'une seule Législature avait suffi pour convertir un des plus riches Etats de l'Union en un Etat pauvre, et pour réduire à néant toutes ses ressources. Une seule Législature avait suffi pour ruiner les mœurs, oblitérer le sentiment de l'honneur, et détruire jusqu'aux derniers vestiges de la probité publique.

Le mal était grand et, cependant les ennemis du Sud, n'en ont pas été satisfaits. Une Législature a succédé à une autre. Il fallait, disait-on, pour assommer la rébellion, la faire gouverner par des nègres et le gouvernement des nègres a continué. Nous en sommes, aujourd'hui, à la troisième Législature, depuis une Convention noire que nous ne comptons pas dans la série de nos désastres, car cette Convention fut moins mauvaise que les assemblées qui sont venues après, et cette troisième Législature sans droit électoral, sans titre légal, est sous une par un Exécutif dont l'esprit malsain est juste à la hauteur de l'esprit des hommes qu'il protège. Jamais il n'y eut meilleure occasion de dire : Qui se ressemble s'assemble. L'Exécutif n'aime pas les supériorités et pour cause. Cela explique la présence de ses baïonnettes à la porte de la pseudo-Législature.

A tant de maux quel remède propose-t-on ? On rapporte que des télégrammes, non reçus par la presse associée, parlent d'un compromis qui aurait pour premier résultat l'abolition même des dernières opérations électorales et une certaine cote mal-taillée suivant laquelle des candidats élus seraient admis et d'autres exclus, de manière sans doute à conserver une majorité radicale et un gouverneur revêtu des suffrages de la minorité. La transaction ressemblerait à celle qui a été imaginée pour l'Alabama et dont l'Alabama ne veut pas à ce qu'il paraît, car les deux Assemblées continuent à siéger séparément, bien qu'on ait interdit à l'une l'usage d'une maison de cour où elle délibérait. Dans l'affaire de l'Alabama le gouverneur républicain était maintenu.

Ici, voudrait-on nous forcer également à sacrifier un candidat qui, pour la place de gouverneur, a obtenu 12,00 voix de majorité sur son concurrent ? Triste expédient que celui-là et qui, s'il était accepté, sanctionnerait l'abolition du système représentatif en cet Etat ! Mais nous avons peu de foi dans ces télégrammes et jusqu'à nouvel ordre, nous espérons toujours que l'enquête continuera, que la lumière se fera et qu'on finira par comprendre, au Congrès aussi bien qu'ailleurs, qu'un escamotage électoral, après huit années de paix et de soumission, n'est plus possible.

Nous espérons que le Congrès comprendra qu'en matière politique les jugements de cour ne signifient rien, ne prouvent rien et ne décident rien ; que la question des retours n'est qu'une question accessoire, sans gravité et sans portée finale, et que les retours seuls, tels qu'ils ont été officiellement constatés par les commissaires, font loi.

Et même à l'égard de ces bureaux de retours, auxquels on veut attribuer une autorité qu'ils n'avaient pas, le comité d'enquête saura le vrai motif pour lequel un de ses membres a voulu faire opposition aux retours des commissaires. Le comité d'enquête saura, et la preuve est entre les mains des témoins appelés par lui, que si on avait voulu promettre à ce membre une des places les plus lucratives de l'Etat, la place de conservateur des hypothèques, il n'eût fait aucune opposition au bureau de Warmoth, et qu'alors les troupes fédérales n'eussent pas occupé la maison d'Etat au profit de la Pseudo-Législature, car le juge Durell n'eût pas eu lieu d'intervenir avec sa décision. Pour cette raison et pour beaucoup d'autres, Nous devons donc désirer la continuation de l'enquête, car nous ne voyons de salut ou de délivrance que là.

Une impertinente plaisanterie.

Un M. Marie, qui prétend représenter la paroisse Terrebonne, dans la Législature des balonnettes, a présenté, hier, dans cette assemblée, un bill qu'il a intitulé "bill pour venir en aide à l'*Abeille*, pour services rendus au parti republicain de cet Etat."

Nous n'avons pas besoin de dire à nos lecteurs que c'est là une plaisanterie que son auteur a cru, sans doute, fort spirituelle. Le seul service que nous ayons jamais rendu au parti républicain de cet Etat, a été de lui dire crument et durement ses vérités et de dénoncer ses méfaits. Nous continuerons à remplir le même rôle à l'égard de ce parti, et nous n'avons pas besoin pour cela que les Pseudo-législateurs viennent à notre aide. Ces messieurs ont du temps de reste, paraît-il, puisqu'ils se livrent à des plaisanteries législatives. Peut-être faudra-t-il, dans quelques jours, ouvrir une souscription pour payer leurs frais ... retour dans leurs parbisses.

VICE-CONSUL A BATON-ROUGE.—Notre ami et correspondant, M. Philippe Machet, commerçant à Bâton-Rouge, a été nommé par M. Pinchonnet, gérant du consulat de France à la Nouvelle-Orléans, vice-consul à Bâton-Rouge, en remplacement de M. Léon Bonnecaze, décédé. Nous apprenons avec plaisir, par les journaux de Bâton-Rouge, que cette nomination a été universellement approuvée par les résidents français de cette ville. M. Machet possède toutes les qualités voulues pour remplir, à la satisfaction de ses compatriotes, les fonctions qui viennent de lui être dévolues.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SECOURS AUX BLESSÉS MILITAIRES DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER. — Nous avons reçu hier le rapport présenté au nom du Conseil Central par M. le comte de Flavigny, président de la Société, sur les opérations de cette Société pendant l'année 1872. Comme la Louisiane a fourni près de 400,000 francs au profit de l'œuvre entreprise par cette Société, nous reproduirons demain quelques extraits de ce rapport qui offre un intérêt tout particulier pour les amis de la France en Louisiane.

LOTERIE NATIONALE
— DE LA —
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SECOURS AUX BLESSÉS MILITAIRES.

Nous avons reçu, hier, la liste générale et officielle par ordre numérique des billets gagnants aux deux tirages de la Loterie Nationale de la Société Française de Secours aux Blessés Militaires.

Nous publions ci-dessous la liste des billets gagnants qui ont été vendus à la Nouvelle-Orléans, et nous appelons l'attention des possesseurs de ces billets sur la clause suivante:

"Aux termes de l'autorisation ministérielle, tous les lots non réclamés, après le tirage définitif du 31 octobre 1872, dans un délai de trois mois pour la France et de six mois pour l'étranger, seront acquis à l'œuvre et vendus au profit des victimes de la guerre.

Ce délai, pour les billets achetés à la Nouvelle-Orléans, expire le 30 avril prochain.

LISTE DES BILLETS GAGNANTS REÇUS A LA NOUVELLE-ORLÉANS.

1,422,886	1,735,245
1,488,575	1,758,661
1,607,364	1,845,830
1,649,709	1,845,852
1,665,229	1,950,010
1,672,999	1,999,110

THÉATRE DE L'OPÉRA—On donne ce soir, la troisième représentation de *Rabagas*, comédie en cinq actes de Victorien Sardou. Ceux qui n'ont pas encore vu jouer cette spirituelle satire politique feront bien de mettre à profit l'occasion.

CONCERTS RUBINSTEIN. — Un retard dans l'arrivée de M. Gran et de ses artistes a causé le renvoi du premier concert à demain, mercredi. Les billets délivrés pour le premier concert seront valables pour demain. Le second concert aura lieu vendredi, et il y aura samedi une grande matinée.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.— La première représentation de *Lurline*, pièce burlesque des plus amusantes, avait attiré beaucoup de monde hier soir, à l'Académie, et la salle était comme toujours, comble du parquet jusqu'aux frises.

Miss Lydia, dans le rôle de Sir Rupert, a obtenu le succès auquel elle est habituée et qui lui est dû en quelque sorte. Elle a été parfaitement secondée par la séduisante Mlle Camille Dubois, qui dans le rôle de Lurline, la reine des Naïades, s'est fait applaudir à plusieurs reprises, et par Miss Eliza Wathersby et toute la troupe des *blondes*.

Mr. Nillie Edwin a été admirable dans son costume de fille de ballet, et son grand pas de caractère a obtenu un succès d'enthousiasme.

M. Harry Beckett a été comme toujours un comique parfait et a complètement *enlevé* son public.

En un mot, la soirée a été des plus agréables pour les spectateurs, qui ne manqueront pas de revenir à l'Académie, car, c'est par excellence, le théâtre où l'on rit à tort propos.

Lurline encore ce soir.

RÉDUCTION DE PRIX.—On verra dans une annonce insérée plus loin que la maison Levois & Jamison, rue du Canal 126, voulant écouler son stock d'hiver avant de recevoir son stock de printemps, acheté en Europe et à New-York, s'est décidée à faire une grande réduction de prix sur tous les articles de laine. Ces articles composent un vaste assortiment sur lequel nous appelons l'attention des dames de la ville et de la campagne. Il est certain qu'on ne trouve pas souvent d'occasion pareille pour des marchandises de valeur, et les acheteurs bien avisés sauront en faire leur profit.

(Communiqué)

FÊTE A STE-ROSE DE LIMA.—Dimanche dernier, le digne pasteur de la paroisse Ste-Rose de Lima, le Rév. J. Mitterhuz, ayant fait un appel aux fidèles pour l'aider à payer certaines réparations faites à l'église de ce nom, avarice, il y a plusieurs semaines, par l'incendie du temple, et le Reverend Père Bourgeois ayant prêté le concours de son talent à l'accomplissement de ce but, un nombre considérable de paroissiens s'y étaient portés. Pendant près de deux heures, le prédicateur a tenu l'auditoire sous la charme de sa parole. Le sermon traitait des devoirs des fidèles à l'égard de la paroisse. Tirant les plus heureux parallèles entre ceux du citoyen à l'égard du foyer domestique, de la ville natale et de la patrie, et parsemant dans la démonstration de ces trois ordres d'idées les plus gracieuses et les plus touchantes images, l'éloquent dominicain gagnait les cœurs. Tous se laissaient persuader par son style brillant et naturel, sympathique et clair. Aussi, qu'on nous en permette l'expression, cette fête, pour ainsi dire de famille, a été fructueuse dans le sens du but proposé, et le Rév. Père Bourgeois ayant fait la quête en personne, a pu apprécier combien sa parole avait trouvé d'échos.

Ajoutons que Mlle Eugénie Godin, soutenue par le chœur dirigé par M. Deneuruelle, a chanté *O Salutaris* avec une puissance, un richesse et un fini d'exécution du plus parfaites. Cette voix souple et suave, semblait porter sur l'aile de l'harmonie, la prière et l'hommage, aux pieds du créateur.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le pseudo-gouverneur Kellogg a reçu depuis deux jours, paraît-il, des télégrammes peu rassurants de Washington.

Nous ne savons pas exactement ce que c'est, n'étant pas assez des amis de Son Excellence radicale pour être mis de moitié dans ses petits secrets ; mais, on nous assure, que le successeur de Pinchback a tout lieu d'être inquiet.

L'horizon politique s'obscurcit pour les intrigants de bas étage du Mechanic's Institute, et de gros nuages, noirs comme les législateurs de la citadelle de la rue Dryades, semblent présager la tempête.

Nous apprenons de source certaine, que le capitaine John Sinnott est parti samedi dernier pour Washington, emportant la lettre autographe du général Herron au gouverneur McEnery, dans laquelle l'ex-secrétaire d'Etat off-ait à celui-ci de le déclarer dûment élu, si la place de conservateur des hypothèques lui était garantie.

Les intrigants les plus habiles ont parfois des moments de faiblesse. L'ex-secrétaire d'Etat jugeant sans doute le gouverneur McEnery à son point de vue d'homme vénal, n'avait pas cru à la possibilité d'un refus, de là, son incroyable folie de laisser sur du papier les preuves palpables de sa honteuse proposition.

Il avait oublié, le malheureux, cet axiome latin : "*Verba volant scripta manent.*"

Sans ces moments de défaillance morale qu'éprouvent les plus rusés diplomates et qui les entraînent à leur perte, les fraudes les plus monstrueuses ne seraient jamais découvertes et le peuple serait livré à la merci d'une clique politique.

S'il est vrai, comme on l'assure, que le capitaine Sinnott possède cette précieuse lettre, la panique ne tardera pas à se mettre dans les rangs des radicaux, et les malfaiteurs qui se livrent à des plaisanteries législatives, peut-être faudra-t-il, dans quelques jours, ouvrir une souscription pour payer leurs frais ... retour dans leurs parbisses.

Un sergent-d'armes, soyo; 6 par le Congrès fédéral, est en ce moment à la Nouvelle-Orléans pour se procurer des témoins.

Le télégraphe nous apprend que MM. Archibald Mitchell, Forman et Southmayd, sont arrivés à Washington en même temps que Lynch et Longstreet, et qu'ils comparaîtront bientôt devant le comité judiciaire du Congrès.

Les premiers ont apporté une malle contenant tous les documents et tous les papiers relatifs aux élections récentes.

Les derniers ne sont munis que des injonctions et des ordres de la Cour du juge Durell; mais ils paient d'audace et paraissent certains du succès.

La lumière ne tardera pas à se faire, si le comité d'investigation du Congrès n'est pas entièrement guidé par un esprit de parti.

Le Mechanic's Institute n'est plus une citadelle depuis dimanche. Pour une cause inconnue, mais qui ne peut être que favorable au gouvernement choisi par le peuple, les baïonnettes fédérales ont été retirées ce jour-là de l'édifice de la rue Dryades.

Pour qu'une mesure si importante ait été adoptée subitement, il faut que le parti radical ait perdu considérablement à Washington, et que notre situation politique se soit améliorée d'autant.

La pseudo-Législature a donc siégé hier sans être protégée par les troupes des Etats-Unis. Il est vrai, que les *honorables* du Mechanics' Institute, qui se sentent coupables et qui ont conséquemment peur de leur ombre, ont fait doubler tous les postes de police et portent sur leur personne tout un petit arsenal, avec des munitions pour dix jours de siége.

On dit que le comité central exécutif du parti démocratique, présidé par M. P. A. Hartlet, se prépare à adresser au peuple de la Louisiane, pour lui expliquer la crise politique actuelle.

L'intention du comité serait, ajoute t on, de convoquer une convention d'Etat pour le premier de mars prochain.

Les plaidoiries dans l'affaire de P. H. Morgan contre le juge J. H. Kennard ont commencé hier devant la Cour Suprême; M. William Hunt, appuyant les prétentions ridicules de M. Morgan, et M. Semmes, se constituant le défenseur du juge Kennard.

L'affaire sera continuée ce matin.

Les nominations suivantes ont été faites par le gouverneur McEnery:

Pour la paroisse d'Orléans :

Administrateurs de l'Hôpital du Charité —George A. Fosdick, A. W. Smith, C. C. Lewis, Mandeville-Marigny, W. J. J. Armstrong, George A. Sanford, W. C. Raymond et A. W. Bosworth.

Paroisse Tangipahoa :

Nathaniel Amaker, assesseur et collecteur de taxes.

Généralement, la police a pour mission de maintenir l'ordre dans une communauté et de protéger la vie et les propriétés des citoyens.

Certains de ses membres, cependant, ont une idée toute différente de leurs devoirs envers la société; et loin d'être les gardiens de la paix, ils sont au contraire les premiers à donner l'exemple du désordre.

Nous appelons l'attention du surintendant Badger et du bureau métropolitain, sur les faits qu'on va lire :

Hier matin, vers sept heures, un jeune homme, M. Léon Hirsche, passait tranquillement rue Vieille-Levée, lorsqu'au coin de la rue Conti, il a été interpelé brusquement par deux policiers ivres, le sergent McCann et l'homme-de patrouille, Boyle.

Ce dernier, sans aucune cause apparente, s'est jeté immédiatement sur lui, comme un furieux, et lui a donné plusieurs coups de poing à la figure.

M. Hirsche, tout surpris de cette violente attaque et n'ayant aucune arme pour se défendre, s'est réfugié dans le magasin de M. Rhield, où ses deux agresseurs ont voulu le suivre; McCann tirant en ce moment un pistolet de sa poche et le menaçant de le tuer, s'il ne s'arrêtait pas; mais les employés du magasin se sont interposés et ont consigné les deux policiers à la porte. Après quelques minutes, M. Hirsche voulant sortir, a rencontré de nouveau les deux hommes qui l'ont assailli encore une fois et qui l'ont frappé à plusieurs reprises.

Réussissant enfin à se tirer de leurs mains, M. Hirsche a appelé à son secours un vieux solliciter qui se trouvait non loin de là; mais celui-ci lui a déclaré qu'il ne pouvait pas arrêter le sergent Mc Cann, parce qu'il était son officier supérieur.

M. Hirsche, s'est dirigé alors à la station de la place Jackson et a expliqué son affaire au capitaine du poste, qui a envoyé aussitôt plusieurs de ses hommes pour vérifier si les déclarations du plaignant étaient exactes.

Pendant ce temps, le sergent McCann et son ami Hoyle, dont la victoire remportée sur M. Hirsche n'avait fait qu'accroître les dispositions belligueuses, continuant leur route, *estropiaient* tous les passants.

Plusieurs personnes bien connues ont été insultées grossièrement et maltraitées par ces deux furieux, entre autres, MM. Garcia, Machecco et Morgan.

Le petit détachement de police envoyé par le capitaine du precinct, arrivant au milieu de la bataille générale, a, fidèle à l'esprit de corps, arrêté les citoyens et laissé en liberté les deux coupables.

M. Hirsche, nous dit-on, a porté plainte devant le recorder McArthur.

Il est temps que l'administration centrale de la police métropolitaine fasse un exemple.

De tels abus sont un outrage à la liberté publique!

Les Chinois célèbrent aujourd'hui le 2423ème anniversaire de la naissance du grand philosophe *Khoung-Fou-Tseu*, — prononcez Confucius,—qui date de l'an 551, avant l'ère chrétienne,—et le commencement d'une nouvelle année. C'est donc un jour de fête pour les glorieux enfants du Soleil, qui profitent de l'occasion pour faire bombance et pour s'enivrer d'opium.

En passant rue de Chartres, hier, vers six heures de l'après-midi, nous avons remarqué un rassemblement assez considérable devant le magasin de Fou-Loy & Co., importateurs de thé et de bibelots, venant directement de Pékin, de Canton et de Nankin.

Fidèle à notre mission de chroniqueur, nous avons fendu la foule et nous avons aperçu un Chinois qui parlait avec animation à un officier de police. Ayant interrogé le digne sujet du Céleste Empire, celui-ci nous a appris que ses compatriotes et lui tiraient quelques paquets de pétards et quelques fusées, pour fêter la veille de leur premier de l'an, quand les badauds s'étaient attroupés en nombre si considérable, que la police avait dû intervenir pour mettre fin à ces démonstrations trop bruyantes. Le digne *Ah Fook*, car tel est le nom de celui qui nous a donné les renseignements qu'on vient de lire, paraissait indigné de ce procédé, et traitait hautement les Américains de sauvages et de barbares.

Il nous a assuré que dans son pays, on eut empalé vif quiconque fut venu troubler ainsi la joie des sectaires du grand *Khoung-Fou-Tseu*, — prononcez encore une fois Confucius.

Le dimanche est le jour choisi généralement par les amazones de la ville pour vider leurs querelles.

Jennie Jackson et Lizzie Carter se sont prises aux cheveux à propos d'une discussion sur la toilette des femmes.

Pendant la bataille, lizzie Carter a plongé son petit couteau dans la poitrine de son adversaire. La furie a été arrêtée et la malheureuse blessée a été transportée à l'hôpital de charité.

Un coup de pistolet a été tiré dimanche vers une heure de l'après-midi, sur le char No 89, de la ligne St-Charles, au coin des rues St-Charles et Dufossat. La balle est entrée dans le char par une fenêtre et a passé à quelques pouces de la tête d'une dame.

On ignore quel est le coupable.

Un homme du nom de J. G. Cothy, passe-t, samedi soir, vers dix heures, sur la voie ferrée, du chemin de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas, près de la station Montgomery, a été renversé par un train et tué instantanément.

Des voleurs sont entrés dimanche soir dans le magasin de M. Henry Weigmann, à Algier, au coin des rues Elmira et Alix, et ont enlevé pour $400 de marchandises.

D'autres voleurs sont entrés le même soir dans la épicerie de M. Cass et ont fait main basse sur les marchandises.

POMMES DE TERRE.—La maison J. C. Murphy & Co., rue Poydras No 36, a reçu quatre à cinq mille barils de pommes de terre, de grands lots d'oignons, de pommes sèches, pêches sèches, etc. La même maison a aussi à vendre un chaland vide.

Législature de la Louisiane.

Séance du 27 Janvier 1873.

SÉNAT.

Le Sénat se réunit à midi et demi, sous la présidence de l'honorable D. B. Penn, lieutenant-gouverneur et président du Sénat.

L'appel nominal, 19 sénateurs répondent à leurs noms.

Le procès verbal de la séance de samedi est lu et approuvé.

Sur motion, sur motion de M. Lewis, la suivante résolution adoptée à l'unanimité, par les membres de l'*Association Patriotique del Sur*, relativement à la révolution conjointe précédée à la Chambre des Représentants, par M. Eustis, et adoptée par les deux Chambres, le 10 de ce mois.

La dite résolution approuvant la conduite du gouvernement à l'égard de l'Ile de Cuba et recommandant l'abolition de l'esclavage. Le bill a passé.

Comité Judiciaire.—Rapport favorable sur le bill relatif aux pardons des personnes condamnées à qui le gouverneur a fait grâce.

Par M. Ingraham—Un bill allouant $2000 à Benj. Lonsdell en récompense de services rendus par lui comme quartier-maître général de la milice de l'Etat.

Le bill amendant la charte de la Compagnie du Gaz "Crescent City" passe finalement par 13 contre 7.

A 1 heure le Sénat siége comme Haute Cour d'accusation sous la présidence du chef de justice Lanoffet en réponse à la question de savoir si un procès d'impeachment peut être continué après l'expiration du service officiel du défendeur. Son opinion est que bien que d'après la constitution de l'Etat l'accusé soit suspendu des ses fonctions et qu'il puisse être privé d'en occuper par la suite, cependant il doit être déclaré amenable avant l'expiration du terme de son service.

Tout assistit M. Anderson présente un ordre par lequel le Sénat adhère à l'opinion du chef de justice, et l'ordre est adopté.

M. Anderson présente alors un second ordre déclarant que la Haute Cour d'occupation s'ajourne *sine die*, et ce second ordre est également adopté.

M. Ludeling lève la séance de la Cour et quitte la salle, et le Sénat reprend sa séance législative.

M. Green présente un bill pour maintenir l'intégrité du gouvernement d'Etat, pour définir le crime d'intrusion en office, fixer la pénalité, et prescrivant le mode de mettre l'acte en vigueur.

Ce bill a pour but de forcer les citoyens à reconnaître M. Kellogg comme gouverneur de l'Etat, sous peine d'amende et d'emprisonnement; et ceux qui refuseront de céder leurs places aux élus de l'Exécutif seront passibles d'amende et pourront être condamnés par toute Cour compétente jusqu'à 3 ans de pénitencier. Les cautions pourront être poursuivies.

M. Green dit qu'il est temps d'agir, attendu que des juris de police de la paroisse Jackson, non nommés par Kellogg, passent des lois pour la collection des taxes de paroisse.

M. Blackburn appuie le bill et cite des résolutions révolutionnaires adoptées à l'unanimité dans un grand meeting qui a eu lieu le 11 du courant, dans la paroisse Jackson.

Le bill est référé au comité judiciaire, qui devra faire, demain, son rapport.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.

Soixante membres sont présents.

M. Baker présente une résolution d'enquête à l'occasion des livres et comptes du surintendant de l'éducation publique. Le comité devra faire un rapport sur le montant du fonds d'éducation et des écoles libres, reçu de diverses sources pendant les années 1868, 69, 70, 71 et 72, et sur les dépenses faites.

M. Montaldo, du 3e Ward d'Orléans, demande le consentement unanime de la Chambre pour charger le comité des chemins de fer de préparer un bill à l'effet d'interdire la circulation des machines à vapeur dans l'intérieur de la ville. Adopté.

Baker, de Bossier, demande qu'un comité spécial soit nommé pour faire enquête sur les opérations de l'auditeur et du trésorier, relatives à l'émission de warrants d'école de 1868 à 1869.

Jewell, d'Orléans, demande que le comité des chemins de fer recherche par quelle autorité les chemins de fer, en petite ville, occupent une large portion de la levée, portion qui ne leur fut jamais allouée. Adopté.

Le même membre demande que l'Exécutif soit autorisé à nommer un comité de sept citoyens qui sera chargé d'examiner les affaires du chemin de fer de la Nlle-Orléans, Mobile et Chattanooga.—Disposé suivant le règlement.

Peyton, de Scott, présente un bill pour créer la paroisse Iberville.

Par M. Marie.—Un bill de secours pour l'*Echo*, de la Nlle-Orléans, pour services rendus au parti républicain de l'Etat.

3000 barils Rosée de choix et Peach Blows, en dépôt, prompts et en magasin.

OIGNONS.—100 barils oignons rouges.

POMMES DE TERRE.—200 barils, en bon état pour être expédiés.

POMMES ET PÊCHES SÉCHES.—En lots et en gros pour les épiciers.

UN CHALAND VIDE.

A vendre par

J. C. MURPHY & CO.,
Nos 36 & 38 rue des Poydras.

28 janv—3

LOUIS GRUNEWALD,

Au No 120 de la rue du Canal (Maison Teutz)

LE plus grand magasin de piano et de musique du pays.

Instruments de musique en gros et en détail.

Seul agent des célèbres fabriques de pianos de Stanley, Knabe et Haines. Dépôt pour la vente en gros des pianos de Pleyel et Wolfermayer.

Agence pour la vente en gros des pianos de Mason & Hamlin et Tayaux. Importation directe de tous instruments de musique, connus, du monde entier.

Nouveau—Imp

RESTAURANT VICTOR,

No 195.....RUE CANAL.....195

Entre Dauphine et Bourgogne,

A partir du 1er Février

Dîners à $1,25.

Potage, quatre plats au choix.
Dessert, Café, une demi bouteille de vin.

Déjeuners à 75 cts.

Trois plats au choix, Dessert.
Café ou Lait, une demi bouteille de vin.
Chambre pour le repas, Cabinets particuliers.
Le service sera fait sous la surveillance de Mr. Bérard et Amédée, l'ancien restaurateur bien connu aujourd'hui à 4 heures, précises.
Les amis et connaissances de sa famille ainsi que ceux de son gendre J. B. Tarrès, sont priés d'y assister sans autre invitation.

Décédé hier matin, à onze heures et demie, à l'âge de cinquante-trois ans, LOUIS CRESSON, ses amis et connaissances ainsi que les membres des divers sociétés dont il faisait partie sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui à huit heures et demie de l'après-midi. Le convoi partira de sa dernière demeure, rue Bourbon No 31, entre St. Louis et Conti.

De la part de sa famille.

Décédé, à quatre heures, à l'âge de 2 mois ESTELLE MARIE SCHMIDT, enfant de Félix Schmidt et de Célestе Reine.

Les journaux de St Jacques et du Baton Rouge sont priés de reproduire.

MESSE FUNÈBRE.

Une Messe sera célébrée pour le repos de l'âme de Madame J. B. MONTANÉ, née Rose Prasan, jeudi, 30 janvier, à huit heures du matin, à l'Eglise du Sacré Cœur de Marie Archevêché. Les parents, amis et connaissances sont priés d'y assister.

De la part de son époux et de sa famille.

28 janv—2t

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré à 7 1/2 heures du matin, JEUDI PROCHAIN, 30 janvier, à l'Eglise St. Augustin, pour le repos de l'âme de feue MARIE FRANÇOISE REILLY, épouse de Zacharie Honoré. Les parents des familles Honoré, Mercier et Reilly sont priés d'assister à cette triste cérémonie.

De la part de son époux et de sa famille.

28 janv—1t

MESSE FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée, mardi matin, 28 du courant, à huit heures et demie, à l'Eglise St. Maurice, pour le repos de l'âme de CELESTINE LUQUET, épouse de Louis et connaissance des familles LUQUET, CALIER et GARES sont respectueusement invités à y assister.

De la part de son époux.

TAPIS ET RIDEAUX.

17 Chartres....A. BROUSSEAU....17 Chartres
IMPORTATEUR ET MARCHAND
En Gros et en Détail
DE TAPIS,
TOILE CIRÉE pour parquet,
NATTES,
STORES,
RIDEAUX Dentelle,
MATÉRIAUX pour Meubles et GARNITURES etc., etc. 28 janv—1f—PP

Sirop Pectoral Balsamique de Ducongé.

CE Sirop est un médicament depuis longtemps accepté pour toutes les maladies de la poitrine et du poumon, dont l'efficacité a été connue par plus de quarante années d'expérience, et qui a toujours produit les effets les plus bienfaisants dans tous les cas de rhume, de toux, d'asthme, de bronchite, de laryngite, d'influenza, d'inflammation de la gorge, de l'estomac ou de l'intestin, de crachement de sang, de coqueluche, etc., etc., etc.

Il est très agréable au goût même les enfants le prennent avec plaisir, et est une grande économie pour le consommateur.

PRIX, UNE PIASTRE LA BOUTEILLE.

A vendre par—

Wheelock, Finley & Co.; Ball & Lyons; E. J. Hart & Co.; Fredericks & Harpe; Lemann & Co.; T. K. Finley; H. Carrina; G. J. Mestlagty; G. Meyer; E. Cuny Fourcy; Louis Gaudet; Steenen; Pierrette; Jurisich, et en général par tous les principaux pharmaciens.

E. P. DUCONGÉ, Propriétaire,
No 29, Rue St Charles.

12 janv—1m—PP—vds

AVIS.

Bureaux de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

Par suite des violations réitérées des règlements établis par notre Compagnie pour l'expédition de nos coupons, ayec ces derniers, et non conformément aux droits qui leur sont accordés dans leur circulaire, les directeurs, à dater d'aujourd'hui, se réservent le droit de rejeter et d'refuser des livrer des vendeurs, à l'arrivée de ces derniers au bureau principal, tous les lots qui auront payé pour les dits jeux sera remis aux vendeurs pour être remboursé aux porteurs des coupons. Les billets rejetés seront lus au public, par les commissaires, sur l'estrade, avant le tirage.

CHAS. T. HOWARD, Président,
H. PERALTE, Secrétaire. 30 janv—2

Dissolution de Société.

LA société existant sous la raison de CRENA & MERCADAL est dissoute, aujourd'hui, d'un commun accord. M. GEORGE CRENA continuera les affaires en son nom et se charge du passif de l'ancienne maison.

GEORGE CRENA,
JOHN MERCADAL.

En me retirant de la maison CRENA & MERCADAL, je remercie sincèrement mes amis et le public en général pour la confiance qu'ils m'ont accordé, et les prie de vouloir bien la continuer à mon associé, M. GEORGE CRENA.

JOHN MERCADAL.

Une bonne occasion.

LE CAFÉ si bien connu de la rue "LA RÉPUBLIQUE," situé au No 52, rue Magazin, vis-à-vis du marché, est à vendre à un prix très modéré et des conditions favorables. S'adresser sur les lieux.

28 janv—3f

Avis.

ON demande une dame française pour conduire le ménage de deux messieurs. Elle devra aller à la marine des Etats-Unis, à Pensacola, Florida. S'adresser au Dr. E. M. STEER, No 18, Navy, P. O. New Orleans, La. 28 janv—3t

Demande.

ON demande une JEUNE SERVANTE blanche pour faire le petit ménage d'un jeune homme. S'adresser au No 12, rue Bourbon, entre St Louis et Conti, entre 10 heures et midi.

28 janv—3f

CUISINE FRANÇAISE.

RUE ST PHILIPPE No. 66.

ON y fait à déjeuner pour 10 cents et à dîner pour 25 cents. Le déjeuner se compose de trois plats et le dîner de cinq plats et un potage. On porte à domicile des déjeuners à 10 cents la douzaine.

J. LEVOIS & JAMISON,

Au No 126 de la Rue du Canal.

ETANT décidés à réduire notre stock autant que possible, avant de recevoir nos marchandises nouvelles de printemps achetées en Europe et à New-York, nous offrons, en ce moment, le reste de notre stock de

Etoffes Laine à Robes,

A UNE GRANDE RÉDUCTION.

Marchandises Sèches Etrangères et Américaines,

DE TOUTE ESPÈCE,

que nous nous proposons de vendre exactement comme de faire toutes autres affaires.

J. LEVOIS & JAMISON,
Au No 126 de la Rue du Canal.

28 janv—3f—PP

Grande Réduction de Prix en MARCHANDISES D'HIVER

—PAR